

Les crédits

M. Plamondon: Madame la Présidente, je suis heureux que le député me pose cette question. Il ne faut jamais se surprendre de rien avec le Parti libéral. Il est prêt à tout. Mais quand vous dites qu'il était à l'origine de la venue de certains programmes sociaux, on se trompe sur le Parti libéral. C'est que dans ces années-là, le Parti libéral était souvent en situation minoritaire. Il y avait un courant de centre gauche qui se manifestait à travers le Canada, à travers le Québec, à travers l'Amérique, même à travers l'Europe, et ce sentiment de gauche était souvent incarné par le troisième parti qui était le Nouveau Parti démocratique. Ce parti-là, donc, marchandait la survie du gouvernement et poussait le gouvernement à adopter des mesures sociales assez importantes. Le crédit ne doit donc pas être donné au Parti libéral, il l'a fait grâce à un concours de circonstances, pour rester au pouvoir.

Maintenant, il y a un certain courant de droite, d'ailleurs l'arrivée du Parti réformiste en est un exemple. Donc, qu'est-ce qu'il fait? Alors il se laisse aller au vent et il s'en va vers la droite et décide de tout simplement mettre de côté tous ses engagements, toutes ses promesses, tout ce qu'il a mis sur pied dans les années 1970, forcé par le NPD. Il renonce à cela, forcé maintenant par le Parti réformiste. Pour pouvoir rester au pouvoir, il va s'en aller vers la droite.

Il ne faut pas se surprendre non plus qu'il utilisera en plus n'importe quel moyen. C'est un parti qui n'a jamais eu de conscience sociale. En plus de renoncer à ses engagements, c'est un parti qui est prêt à gaspiller les fonds de l'État, à faire n'importe quel geste pour pouvoir garder le pouvoir. Par exemple, on n'a pas besoin d'aller loin. Prenons, aujourd'hui, on arrive avec une fête du drapeau canadien. Mais c'est à faire mourir! Avez-vous déjà vu une association qui fête son 30^e anniversaire? Non. On fête le 25^e anniversaire, on fête le 50^e. Au 25^e, on n'avait même pas dépensé un cent.

• (1725)

Et là, on dépense un million de dollars pour faire de la propagande contre la souveraineté du Québec. Tous les moyens sont bons, on fait imprimer 800 000 affiches, 400 000 au Québec, alors la propagande commence, les millions tombent, il n'y a pas de problème avec ça. Ça, c'est la façon. On installe trois étages de bureaux dans un édifice d'Ottawa, on donne des salaires de 90 000 \$ à 100 000 \$ à tout le monde s'il le faut, et on aura l'argent pour faire une machine à propagande. Ils sont prêts à n'importe quoi, sauf à une discussion honnête, sincère, sauf à un respect de leur engagement, sauf à retourner à leur livre rouge et regarder leurs promesses et s'appliquer à les réaliser. C'est simplement ça que le Bloc québécois, aujourd'hui, demande, c'est simplement ça que dit la motion.

La présidente suppléante (Mme Maheu): Je suis désolée, mais le temps de parole du député est écoulé.

[Traduction]

M. Harbance Singh Dhaliwal (secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Océans, Lib.): Madame la Présidente, j'ai écouté attentivement les députés du Bloc et mes collègues

du Parti réformiste. Je dois dire au député de Richelieu qu'il a prononcé beaucoup de paroles, mais n'a pas proposé beaucoup de solutions au problème qu'il a énoncé.

Je me demande où étaient les députés du Bloc. Beaucoup des points qu'ils ont soulevés ont déjà fait l'objet de discussions. Dans la motion qu'ils ont présentée aujourd'hui ils demandent d'éviter toute hausse d'impôts pour les contribuables à faible et à moyen revenu. En tant que libéral, la dernière chose que je souhaite, ce sont des hausses d'impôts. D'ailleurs, je crois que les Canadiens sont surtaxés. Je travaille, comme notre gouvernement, à la réduction des impôts. C'est ce que veulent les Canadiens.

Le député de Richelieu a beaucoup parlé des promesses. Je crois que les récentes élections partielles montrent ce que pensent les Canadiens et prouvent que le gouvernement a tenu ses promesses. C'est pourquoi nous avons remporté les trois élections partielles. Je crois que cela dit très clairement au gouvernement qu'il a le bon programme, soit celui qui était énoncé dans le livre rouge. Nous tenons nos promesses et nous continuerons de les tenir.

J'entends les bloquistes et les réformistes parler de hausses d'impôts. Je n'ai jamais entendu le ministre dire qu'il y aurait des hausses d'impôts dans le budget. Il a dit qu'il y aurait des mesures visant à rendre le régime fiscal plus juste. Ne pas parler d'impôt ne veut pas dire que nous ne voulons pas la justice et l'équité. Nous voulons un régime fiscal juste et équitable. C'est ce que le ministre s'engageait à faire dans son dernier budget et c'est ce qu'il fera, j'en suis sûr, dans le prochain budget aussi.

Dans l'autre partie de la motion, les membres du Bloc québécois disent qu'il faut envisager de dégraisser l'appareil gouvernemental. C'est pourquoi je demande où ils étaient ces derniers temps. C'est ce dont nous avons parlé. Nous avons parlé d'éliminer les doublages au gouvernement.

M. Thompson: Cessez de parler et passez aux actes.

M. Dhaliwal: Nous sommes passés aux actes. Je ne sais pas où étaient les réformistes à ce moment-là. Ils dormaient peut-être. Pensez à tous les conseils et à toutes les commissions dont nous sommes débarrassés. Ce projet de loi vient d'être étudié. Pensez au nombre de nominations politiques que nous avons éliminées; nous en avons éliminé le tiers. Je lève mon chapeau au ministre des Affaires intergouvernementales, qui a ramené de 3 000 à 2 000 le nombre de nominations politiques.

Notre parti ne veut pas grossir l'appareil gouvernemental; il veut le réduire. Nous voulons déterminer quels sont les organismes gouvernementaux que nous devons garder et quels sont ceux qui n'ont plus leur raison d'être. Nous voulons voir où sont les doublages et où des changements doivent être apportés. Les députés devraient se réveiller. Ils devraient essayer de comprendre au lieu de se contenter d'écouter.

Durant le débat sur le projet de loi que la Chambre a étudié récemment, il a été question d'un examen global des programmes. Le ministre des Affaires intergouvernementales a fait de l'excellent travail à cet égard. Cet examen sera très minutieux.